

Dans notre prochain numéro :

L'IMPOSTURE du plan économique MENDÈS-FRANCE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 23 SEPTEMBRE 1954
Cinquante-sixième année. — N° 398
Le numéro : 20 francs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10°)
O.C.P. R. JOULIN — PARIS 5661-78

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n° : 1.000 fr.
26 n° : 500 fr. ; 13 n° : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 n° : 1.250 fr.
26 n° : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse, joindre
50 francs et la dernière bande

UN SCANDALE !

Mendès-France occupé à construire une nouvelle C.E.D. laisse secourir Orléansville par la seule solidarité

AINSI, c'est une fois de plus le Gouvernement qui vient confirmer la justesse de nos affirmations : une nouvelle C.E.D. est en train de se former, sous le patronage cette fois de la Grande-Bretagne qui a jugé qu'il était grand temps d'intervenir directement. Donc, les propositions de Eden, plus ou moins arrangées par le maquignon Mendès et le jésuite Adenauer, vont donner vie à une Europe des généraux et des industriels.

Le discours de Mendès-France à Nevers, dimanche dernier, en est l'aveu. Le farouche antiallemand devient maintenant, tout comme un vulgaire internationaliste, partisan du rapprochement franco-allemand. Nous crierions « bravo » s'il s'agissait d'aider à la compréhension des prolétaires allemands et français. Mais il s'agit d'union économique, d'alignement des législations sociales, d'ententes industrielles et commerciales et les peuples français et allemands, toujours séparés en fait trouveront en face d'eux des patrons unis et des gouvernements complices. En passant, le sinistre Mendès, d'autant plus dangereux qu'il joue au démocrate, au socialiste, au pacifiste, n'a pas manqué de souligner que la France produisait des marchandises trop chères à cause des lois sociales, il a ainsi apporté sa caution à cet énorme mensonge du patronat français et sur lequel nous aurons l'occasion de revenir en détail.

montrant dans notre prochain numéro le néant et l'imposture du plan Mendès-France de relance économique.

Et pendant que Mendès-France traficotait dans les chancelleries et vati-

cinait à Nevers, des milliers d'indigènes algériens de la région d'Orléansville crevaient de faim et de froid.

Nous le savons, nous avons été in-

formés. Une délégation de nos camarades d'Alger s'est rendue sur ces lieux aussitôt après le sinistre, alors que la terre tremblait encore. Nos militants ont participé aux travaux de sauvetage, ils ont comme beaucoup de travailleurs de France et d'Algérie manifesté une solidarité active et spontanée. Mais ils nous ont dit aussi l'incurie du gouvernement qui a su faire surtout des discours et décréter la mise en berne du drapeau ! Nos camarades nous l'ont immédiatement signalé : alors que la catastrophe a frappé surtout les indigènes, les secours officiels ont été dérisoires, les douars ravitaillés au plus mal. Et tout cela alors que le gouvernement disposait de toutes les ressources, de tous les moyens. Les milliards qu'on trouve pour l'armée et pour aider les industriels, pourquoi ne pouvait-on les utiliser à sauver et secourir les victimes d'Orléansville ?

Mendès-France a préféré palabrer. Au fond, le séisme d'Orléansville est pour lui une bonne affaire. Il pourra dire : « N'avons-nous pas fait ce que nous pouvions ? N'avons-nous pas fait des discours et pris le deuil ? » Et demain, si le peuple bouge en Algérie, il dira encore : « Voyez ces ingrats pour qui nous avons été si émus et si charitables à Orléansville ! »

Au fond, rien d'étonnant : ceux qui ont fait massacrer ou laissé massacrer 40.000 Algériens en 1945 par les colons et les hordes pétaino-gaullistes, se moquent éperdument du sort de quelques milliers de fellahs.

Et puis, M. Mendès et sa clique, du R.P.F. au parti prétendu communiste, ont dû penser aussi que le providentiel tremblement de terre apaiserait les esprits et les détournerait des vrais problèmes. Mais que toute cette racaille bourgeoise se dise bien que le silence et le calme ne font que cacher le feu indomptable de la révolte du peuple algérien et la colère montante des travailleurs de France.

Préparation de la guerre totale dans tout le Sud-Est Asiatique

La signature du S.E.A.T.O. (pacte du Pacifique), assurant la liberté de manœuvre de l'impérialisme anglo-américain et la préparation de la guerre dans tout ce secteur de la terre, a été signée.

Cependant, les plans des dirigeants U. S. n'ont pas totalement abouti : l'Inde, la Birmanie, Ceylan, l'Indonésie (en fait, si l'on se réfère au chiffre de la population et à l'étendue territoriale, les pays les plus importants du Sud-Est asiatique) ont refusé de s'intégrer au plan anglo-américain. Refus de s'intégrer motivé par quoi ? Il ne faut pas voir là une volonté déterminée contre la guerre, mais simplement le fait que ces pays se

trouvent également en contact des zones d'influence U.R.S.S. et U.S. On conçoit aisément que dans ces conditions ils jouent sur leur neutralité pour s'attirer les bonnes grâces intéressées des deux impérialismes en présence et en profiter pour affirmer et renforcer leur propre impérialisme.

Au moment de la « paix » d'Indochine, un quotidien écrivait : « la première fois depuis de très nombreuses années, la paix règne sur la terre... »

Mais, comme par hasard, cette paix n'existait pas depuis quinze jours, que la guerre éclatait de nouveau, un peu plus au nord, à Amoy, en Chine. A croire que l'on attendait la fin de l'autre pour commencer celle-là.

C'est que, d'une part, les U. S. ne peuvent supporter longtemps la paix. Le chômage se développe sans cesse aux U.S.A. depuis la fin de la guerre de Corée (actuellement 4 millions de chômeurs), ce qui, tout en risquant de créer des troubles sociaux, montre que le capitalisme des Etats-Unis est en mauvaise santé. Les conseils d'offensive à Tchong Kai-Chek, l'envoi massif de matériel vers Formose et l'île de Quemoy vont lui permettre d'éviter la crise brutale pendant quelque temps encore.

D'autre part, le Kremlin et Pékin, sont beaucoup plus préoccupés de renforcer leur dispositif stratégique que d'assurer une vie décente aux millions de travailleurs chinois.

La guerre d'Indochine ne convenait plus, ni à un impérialisme, ni à l'autre. Cette guerre ne consistait plus seulement à tuer des hommes et détruire du matériel pour rien, comme le font toutes les guerres impérialistes. Cette guerre aboutissait à la libération de tout un peuple, à la Révolution sociale. Il était temps d'arrêter ! Mendès-France et Molotov y ont mis bon ordre.

Par contre, à Amoy, tout est parfait. Là, au moins, on se bat pour rien.

Les impérialistes peuvent être satisfaits : ils ont trouvé une guerre adaptée parfaitement à leurs besoins, qu'on peut intensifier ou généraliser à volonté.

Mais là n'est certainement pas la volonté des travailleurs asiatiques qui, comme tous les travailleurs, ne veulent plus mourir pour les impérialismes et évoluer, chaque jour, vers une prise de conscience 3^e Front révolutionnaire.

DINAN.

P. PHILIPPE.

Une date à retenir
VENDREDI 12 NOVEMBRE
en soirée
**GALA ANNUEL
DU
LIBERTAIRE**
Un spectacle jamais égalé !

Sinistrés d'Orléansville Il faut savoir où ira l'argent collecté

Les travailleurs et toute la population ont manifesté une solidarité émouvante : les dons en nature et en argent se multiplient.

Remarque d'abord que le gouvernement n'a fait qu'appeler à la charité alors qu'il a tous les moyens pour loger les sinistrés (tentes et baraques), pour les nourrir (stocks de l'Intendance en Afrique du Nord et en France), pour les vêtir (par la réquisition chez les rois du textile et à l'Intendance militaire), pour les soigner (Service de santé militaire et hôpitaux).

En tout cas une question se pose : Que deviendra l'argent versé par les travailleurs ? Le « Comité National d'action et de solidarité » est formé de ministres, mais son secrétaire est le patron, « l'administrateur civil, chef du bureau des affaires politiques » (Journal officiel du 14 septembre). C'est un Haut Personnage du ministère de l'Intérieur (ministère de la Police).

Or dans les catastrophes précédentes on n'a jamais publié de compte rendu de la destination donnée aux sommes ver-

sées. L'argent collecté servira-t-il à rebâtir l'église ou à la plus belle sous-préfecture de France ? Ou bien ira-t-il d'abord aux plus malheureux, les fellahs des douars ?

Quand on a entendu les discours radio-diffusés du ministre Mitterrand, on a le droit d'être inquiet : pas une précision n'était donnée sur l'effort à accomplir immédiatement par l'embauche de milliers d'ouvriers, payés au tarif syndical, les soldats compris, par la réquisition immédiate de tous les camions et moyens de transport de l'armée française en Afrique du Nord, etc.

Cela veut dire que la question des dons n'est pas tout ce qui importe c'est de contrôler à qui sont distribués les secours. C'est surtout d'obliger le gouvernement, qui a tout dans les mains, à secourir immédiatement les sinistrés au lieu de tirer des plans sur la comète.

C'est pour cela que les intéressés, et d'abord ceux qui sont peu aidés ou oubliés, les ouvriers et les fellahs des douars doivent constituer leurs propres comités de défense. A cette condition, ils pourront empêcher que trop de fonds ver-

sés servent à tout autre chose qu'à l'aide aux sinistrés.

Et, surtout, ils arracheront au gouvernement tout ce dont ils ont besoin pour vivre.

MENDÈS-FRANCE PRÉPARE LA GUERRE ! Sombres perspectives d'une économie de guerre

LES premières estimations du budget général de 1955 qui viennent d'être communiquées ne sont pas un gage d'encouragement pour l'avenir.

Selon les premières statistiques, les dépenses de l'Etat atteindront le chiffre approchant de 3.700 milliards en regard d'une recette approximative de l'ordre de 2.900 milliards, soit un déficit de 800 milliards dont il faut ajouter

les dépenses du Trésor et des emprunts garantis, soit au minimum un déficit global de 1.100 milliards.

Chiffre jamais atteint dont les contribuables feront les frais.

Le plan Mendès-France de redressement économique est axé uniquement sur une économie de guerre. Malgré l'arrêt des hostilités en Indochine qui coïncident aux contribuables plus de 500 milliards par an, nous apprenons que le Gouvernement envisage une réduction sur ce budget de l'ordre de 50 milliards, mais augmente le budget métropolitain, ce qui dans l'ensemble fera dépasser le budget total de la Défense nationale du chiffre de 2.000 milliards.

N'escomptant qu'à demi l'aide américaine après le rejet de la C.E.D., le gouvernement Mendès-France trouve un alibi facile pour accélérer la production de guerre.

Le régime capitaliste démontre ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémité, par la guerre.

Que tous les travailleurs réfléchissent aux actions de tous ceux qui, sans exception aucune, se sont fourvoyés dans le sillage de Mendès-France, de tous ceux qui ont applaudi à la cessation des hostilités en Indochine — cette immense trahison envers le prolétariat indochinois, à la veille d'infliger au colonialisme sa plus cuisante défaite.

Paix en Indochine ? Mensonge ! disions-nous au mois de juillet dernier, et aujourd'hui les gestes et faits du Gouvernement viennent encore, une fois de plus, confirmer nos affirmations.

Le gonflement du budget de la Guerre est une preuve irréfutable. Mendès-France prépare la guerre !

La paix en régime capitaliste ne se mende pas ! Elle se conquiert.

Général, vous pouvez disposer...

POUR ne pas manquer à la saine tradition qui veut que le général meure dans son lit, le dénommé Castries est rentré à Paris après quatre mois de douce captivité.

Pour fêter cet événement, heureux pour lui, malheureux pour les pisse-copies de nos grands journaux, — il avait tant promis de se battre jusqu'au bout — qui n'ont pas eu leur portion de cadavres à dévorer en la personne d'un « martyr », d'un « héros » « mort pour la France » ; le sieur Castries s'est rendu dans un restaurant de Neuilly.

Victuailles choisies, vins au millésime recherché, corbeille de fruits savoureux, rien ne manquait, pas même la déclaration qu'il fit à un journaliste en s'apitoyant sur la jeunesse « française » qui dort son dernier sommeil dans la jungle indochinoise.

Les repus, âmes charitables par excellence, ont cette fâcheuse tendance d'exhiber leurs sentiments devant une table bien garnie.

Que de fleurs à cette « magnifique » jeunesse !

La fine fleur, le dessus du panier, tels les spécimens qui nous sont revenus, pas très encourageants à fréquenter. Ne les confiez pas en modèle à vos

J3 bourgeois, ou alors quels dégâts en perspective !

Et puis, il est très simple ce Castries. En Indochine, il a été un soldat comme les autres.

Dans le style de l'adjudant Vandenbergue ?

Un soldat comme les autres, c'est lui qui l'énonce, pour nous, non.

Beaucoup sont restés en Indochine. Lui est revenu.

Pas tout seul, certes, il faut bien quelques abrutis pour alimenter les défilés militaires et permettre aux politiciens de faire des discours patriotiques, aux généraux de faire des déclarations.

Ca a de l'allure, les tueurs professionnels. Ils ont de la gueule les « cas-seurs » de Viets.

Il y a quand même, Castries, quelque chose qui nous inquiète. Les déclarations que vous faites sont mesurées, nous ne disons pas censurées, vous n'osez pas parler franchement. Vous êtes craintif comme si une présence intolérable vous contrôlait — votre ange gardien, peut-être ?

Il se peut aussi que vous ne soyez très fier de votre passé et, qui sait ?

on vous le reproche peut-être un peu plus haut.

A votre place, nous ne serions pas dans de beaux draps.

Sachez donc vous taire quand il le faut et restez dans l'ombre.

Les déclarations « historiques » que vous faites à Dien-Bien-Phu vous ont fait un mal intense.

Celles que vous avez faites à un journaliste le 12 septembre sont une erreur, une grave erreur, une grossière erreur sur la jeunesse.

Ne croyez pas qu'elle soit prête au sacrifice total pour que des pékins épinglent des étoiles sur leurs képis, pour maintenir les privilèges capitalistes.

La jeunesse veut vivre. Le combat qu'elle prépare c'est l'extermination de ceux qui l'exploitent, la tuent périodiquement.

Son adage :

Depuis le temps que les hommes

l'inventent pour les patries

Que les Patries consentent désormais

à crever pour les hommes.

La jeunesse ? Castries, elle vous donne congé.

GENERAL, VOUS POUVEZ DISPOSER !

Robert JOULIN.

Alerte aux syndicalistes

On sait que la C.F.T.C. et la C.G.C. émergent aux fonds d'aide américaine pour le financement du centre intersyndical d'études et de recherches de productivité (C.I.E.R.P.).

La C.F.T.C. a déjà touché en 53-54 25 millions (officiels) pour son centre de formation (sous-entendu de jeunes, de briseurs de grève) du château de Bierville. Pour l'année fiscale 1954-55, elle a demandé (officiellement) 30 millions pour Bierville dans la région parisienne, et 12 millions pour des « écoles normales ouvrières régionales » (sous-entendu de collaboration de classes). D'autre part, en octobre dernier, malgré l'opposition d'une partie de ses adhérents, la C.F.T.C. approuvait la création du centre intersyndical du coton émergeant aux fonds « Blair Moody ».

Il y a deux ans, après de vives discussions, la direction de « Force Ouvrière » avait été contrainte par le mécontentement de la base, de refuser cette allocation. Mais F.O. recevait déjà une aide des syndicats réformistes américains.

Cette année, « l'épuration » s'étant poursuivie à l'intérieur de F.O. et quelques « bonzes » — tel le secrétaire général de la fédération de la métallurgie qui, au congrès de 1952, menait l'attaque contre la politique de productivité — ayant fait volte-face, le comité confédéral de F.O. prit le 16 mai dernier la décision d'accepter les fonds « Blair Moody ».

En 1952, le Sénat réactionnaire américain avait voté, sur la proposition du sénateur Moody, un budget de 100 millions de dollars (35 milliards de francs) destiné à « l'encouragement de la libre entreprise et de la productivité dans les pays européens », en vue de « renforcer le mouvement syndical ouvrier libre », « éliminer les barrières qui empêchent

une participation accrue de la libre entreprise privée dans le développement des ressources des pays étrangers », et « encourager la concurrence et la productivité » (extraits du texte de l'amendement Moody).

La France recevait 30 millions de dollars (10,5 milliards de francs). Le haut commissaire à la productivité en affectait 390 à un « programme de formation générale ouvrière » destiné « à s'ajouter à l'action menée par les organisations syndicales en ce qui concerne l'étude des problèmes de productivité ».

Pourtant « l'abolition du salariat et du patronat » figure encore à l'article premier des statuts de F.O. !

Le but infâme de ces subventions, tant de leurs promoteurs que de ceux qui les acceptent, est suffisamment éclairé par les extraits des textes officiels cités ci-dessus.

Sous prétexte d'amélioration du « stan-

ding » de vie — but avoué de la productivité qui évoque plutôt pour nous les cadences infernales — pour le maintien de la liberté du syndicalisme — encore le facile argument de l'épouvantail russe cher à « Paix et Liberté » dont on connaît également la provenance des fonds — il s'agit de corrompre et de paralyser les organisations de défense du prolétariat européen pour « éliminer les barrières qui entravent le développement de la libre entreprise » (voir l'amendement déjà cité) c'est-à-dire qui entravent l'accroissement des superprofits patronaux.

Mais les travailleurs ne se laisseront plus bernier par les bonzes syndicaux vendus à la franc-maçonnerie internationale, en masse ils rejoindront l'Internationale Communiste Libertaire dans le véritable combat pour la disparition définitive du salariat et du patronat.

JEAN-LOUIS.

Etrange coïncidence!

Le groupe industriel Servan-Schreiber a des actions, beaucoup d'actions en Indochine. Il est même de ceux qui ont mis le plus férocement l'Indochine en coupe réglée.

Or ce groupe est aussi propriétaire de « L'Express », journal de Mendès-France...

N'est-ce pas une preuve de plus que la bourgeoisie seule profite de la « paix-Mendès-France » en Indochine ?

Camarade lecteur,
Deviens Correspondant du « LIB »

Désarmant !...

Un ami antimilitariste me communique, sans commentaire, le « MANUEL DU COMBATTANT » sorte de brochure imprimée qui est distribuée aux élèves-grades actuellement en cours de dix-huit mois...

A l'usage de tous les futurs conscrits — et les autres — je révèle sans honte ces quelques aspects déboussés de l'Armée française, toujours à l'avant-garde. Du progrès!

Pour copie conforme... D'abord quelques judicieux conseils dont pourraient s'inspirer les candidats au permis de conduire... Ils sont extraits du cours dit « de transport ».

Je cite :
« La marche arrière sert à reculer. »
« Si un conducteur s'endort

au volant la consigne est : le réveiller! »
J'espère qu'il ne se trouvera pas de contradicteur!
Toujours extraits de l'ineffable « COURS DE TRANSPORT » ces perles d'un bel éclat :

« Le G.M.C. — camion américain — : vieux modèle dont l'armée française hérite en abondance... Exemple : à titre indicatif, un G.M.C. peut transporter 6.000 caissons militaires ».

On se demande avec inquiétude ce que les U.S.A. feraient de leurs vieux camions si l'Armée française n'existait pas! Une consolation toutefois : l'assurance que, grâce aux G.M.C. les soldats français seront bien culottés !

Du bout des doigts je prélève ces instructions dans le « Cours d'armement ».

« La carabine américaine M. Système de démontage : ne doit jamais être démontée. Système de remontage : s'effectue en sens inverse du démontage ».

« Le FUSIL est une arme à tuer ».

La alors, au risque de passer pour un défaitiste nous sommes tous d'accord :

— TUONS TOUS LES FUSILS !

Enfin, du cours « R.S.A. » ces révélations captivantes :

« On reconnaît qu'un cheval est malade à ce qu'il perd sa gaieté et devient pensif ».

Il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui pense, à l'Armée !...

« Revue sans matériel : la troupe se présente comme la troupe à cheval dans une revue à pied ».

En fait de pieds... nous, on en connaît quelques-uns qui...

La enfin, on ne se mouille pas ! Si vous comptiez en savoir davantage, vous êtes de la revue, vous aussi !

Nous sommes envahis par un sentiment de fierté bien humain, un sentiment de sécurité aussi, à la lecture de ce « MANUEL DU COMBATTANT »...

Allons... nous sommes bien défendus...

Contre tous risques de guerre! Avec une armée aussi « désarmante », les antimilitaristes — dont je suis — peuvent dormir sur leurs deux oreilles et les stratèges du « Café du Commerce » iront boire un « canon » en parlant d'autre chose !

René TERRIER.

Ouvriers des usines, des chantiers, agricoles nous disent leur lutte

AUX MINES DE LA TÊT

Les politiciens contre les ouvriers

TROIS mois ont passé depuis la fermeture des mines de la Têt, dans les Pyrénées-Orientales.

Que sont devenus les mineurs ? Ils sont passés au secours de chômage. En échange des allocations les uns ont été employés aux installations d'eau du village de Ria. Il est vrai que la munici-

palité de Ria... a joint un repas de fin de travaux à ces mineurs qu'elle a surexploités (2.000 francs par semaine).

D'autres ont été employés par les Ponts et Chaussées à rectifier les tournants des routes, toujours payés au taux des allocations de chômage !

Un autre groupe de la région d'Es-carro est envoyé dans la plaine, aux vendanges. Travail saisonnier, donc très court; après quoi ils seront au chômage; mais cette fois comme ouvriers agricoles et non plus comme mineurs si leur emploi dépasse une certaine durée.

C'est déjà pas mal comme surexploitation sous le gouvernement « progressiste » Mendès-France.

Que sont devenus les politiciens qui, voici quatre mois prétendaient défendre les mineurs (Conte, socialiste et Tourné, communiste, par exemple) ? Ils ont disparu.

Mais les syndicats ouvriers (C.G.T. et F.O.) dont c'est le rôle de défendre les travailleurs, que font-ils ? Les dirigeants des mineurs, ceux du bâtiment qui voient utiliser de la main-d'œuvre au rabais, ceux des Unions départementales sont silencieux eux aussi !

Voilà le résultat de la soumission des syndicats aux partis.

Leurs dirigeants ne s'intéressent aux travailleurs que dans des buts politiques et électoraux.

Voilà à quoi a été réduit, détruit le mouvement syndical... aussi bien pour les mineurs de la Têt que pour les nombreux chômeurs de l'Aude qui devient le grand département dévasté de France. Pour ne pas mourir de faim, qu'ils reconstituent leurs syndicats sur la seule base possible; sans intervention des partis politiques dans leur activité et dans leur direction.

C'est le seul moyen de se défendre et en même temps de recréer l'unité ouvrière plus nécessaire que jamais.

TRESCASES, (correspondant).

Aux Acieries d'Ugine (Savoie)

Médecin social ? NON

Agent du patronat ? OUI

Aux aciéries d'Ugine (Savoie), le médecin de l'usine dit « qu'il n'y a pas plus de poussière à l'atelier de la Digue (où l'on coupe la ferraille au chalumeau) qu'il n'y a de poussière à l'atelier de la Digue (où l'on coupe la ferraille au chalumeau) ».

Il est en même temps de quelques années, certains sont obligés de quitter le travail à cause de la silicose.

Ils ont une pension dérisoire et généralement ne guérissent pas.

PRIEUR (correspondant).

Traminots de Mulhouse à l'action

La situation n'est plus tenable pour les employés des « Tramways de Mulhouse ».

Aux salaires de famine s'ajoutent les tracasseries, le mouchardage et la terreur appliqués par la direction.

Quelques exemples : pas le droit de boire pendant les 8 heures de service, pas le droit d'aller uriner pendant les arrêts de plusieurs minutes sur certaines lignes (exemple, sur la ligne 1 Lutterbach-arrêt-Brustlein), mouchards en civil dans les véhicules et dans les cafés pendant la pause du casse-croûte, blâme et annotation au dossier ou renvoi pour la moindre peccadille, simple plain-

te du voyageur, parfois à tort).

C'est à tel point que beaucoup d'employés n'osent pas se passer, même en dehors du service, des journaux ou tracts d'esprit prolétarien.

Quant aux heures supplémentaires, l'indemnité en est dérisoire : salaire d'une heure plus 200 francs pour 2 demi-heures de service supplémentaire de nuit (le dimanche 12 septembre, par exemple).

Les employés des T.M. envisagent de passer à l'action devant cet état de choses.

Camarades traminots, exigeons de nos syndicats de la C.G.T. notamment la convocation d'une assemblée d'unité d'action, qui décidera la grève, afin de faire plier la direction esclavagiste des T.M.

Exigeons une augmentation de nos salaires, faisons respecter nos droits comme des hommes libres, et obligeons nos responsables syndicaux à passer à l'action.

S'il le faut, constituons sans eux notre Comité d'Unité d'Action pour conduire notre mouvement.

A l'action !

GABRIEL (correspondant).

P.-S. — Un tract invitant les travailleurs des T.M. à passer à l'action sera diffusé parmi les traminots de Mulhouse, par les soins de nos camarades de la F.C.L.

Chez les ouvriers agricoles des Pyrénées-Orientales

L'union se manifeste chaque jour davantage pour engager l'action pour le relèvement des salaires des vendanges et des salaires annuels, aussi bien dans les syndicats locaux que lors de la conférence revendicative départementale des ouvriers agricoles qui s'est tenue le dimanche 22 août à la Bourse du Travail de Perpignan avec les délégués venus de tous les coins du département.

Rappelons que l'ouvrier agricole qualifié ne gagne que 645 fr. par jour, salaire anormalement bas pour un travail dur et pénible.

Devant une telle situation, il faut que tous les ouvriers agricoles s'unissent au sein de leur syndicat et dans des comités d'union d'action groupant syndiqués et non syndiqués, pour poser leurs revendications devant les syndicats patronaux et dans les milieux, et passer à l'action. Ils peuvent s'appuyer sur le mécontentement des petits propriétaires dont le vin est resté bloqué alors que les gros propriétaires ont bénéficié pleinement de décrets de déblocage.

Luttons pour les 110 fr. de l'heure, soit 770 fr. et 2 litres de vin par jour pour 7 heures de travail, pour les vendanges, 1.200 fr. et 3 litres de vin pour les porteurs, 960 fr. et 2 litres de vin pour les coupeuses pour 8 heures de travail.

Et en avant pour exiger la parité de nos salaires avec ceux de l'industrie, pour que cesse l'exploitation honteuse des travailleurs de la terre.

Christophe SANCHEZ (correspondant).

Maréchal, nous voilà !...

Nous relevons dans « La République. Le Patriote » de Seine-et-Loire (quotidien local stalinien) du 15-9-54, le passage suivant au sujet du 10^e anniversaire de la Libération :

... EN INAUGURANT L'AVENUE MARCHEL-DE-LATRE-DE-TASSIGNY QUI, AVEC LES F.F.I. ET LA PREMIERE ARMEE (1) contribua à la libération du territoire, les Mâconnais et Mâconnaises expriment leur volonté de s'opposer au réarmement allemand, sous quelque forme que ce soit.

Se réclamer de la mémoire d'un maréchal fasciste, grand serviteur de la bourgeoisie, voilà où en sont les arguments du parti de Thorez quand il lutte contre le réarmement de l'Allemagne !...

Mais soyons tranquilles ! Les travailleurs mâconnais savent reconnaître leurs ennemis de classe, parmi lesquels figurent en tout premier les maréchaux et les militaires de toute sorte. Lutter contre le réarmement de l'Allemagne ne peut se faire en s'alliant avec les fauteurs de guerre, fussent-ils Français, mais en s'unissant, travailleurs français et travailleurs allemands dans le même combat antimilitariste.

GUY (corresp.).

(1) Souligné par nous.

“JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE”

SEPTEMBRE (N° 4) VA PARAÎTRE
Demandez « J. R. » à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10^e) C.C.P. : R. Joulin Paris 5561-76.

Abonnements : 6 mois : 100 fr. 1 an : 200 fr.
Abonnements de soutien : 6 mois : 250 fr. 1 an : 500 fr.

A GÉRARDMER

Les patrons de l'hôtellerie continuent

Il faudrait mettre un peu au pas ces Messieurs les directeurs et patrons d'hôtels saisonniers qui exploitent d'une façon honteuse leur personnel et le goût de travailler dans des conditions absolument incompatibles avec les droits de travailleurs libres.

A l'hôtel « Beau Séjour », on a fait payer à une servante de la maison une tasse de café 30 francs !

Au « Grand Hôtel de la Poste », les employés sont mal logés, souvent dans des locaux humides et sombres avec barreaux ou grilles aux fenêtres; la nourriture est immanquable la plupart du temps, les restes du restaurant sont servis aux employés après quelques jours de frigo. Pain rassis coupé depuis plusieurs jours sur lequel les souris se promènent toutes les nuits. Pas de douche, une salle de bain sans fenêtre, dont la baignoire s'écoule en trente minutes environ et dont il faut enlever la crasse avant de se baigner. Les employés travaillant au pourcentage, ont été ignominieusement escroqués cette année (saison du 15-4-54 au 31-8-54). L'hôtel a réalisé pendant cette période un chiffre d'affaires de 14 millions (exactement 13.169.977 francs au 22-8-54).

Un exemple : le veilleur de nuit, seul de service pour 105 chambres, 4 étages (téléph., garage, bagages, enregistrer les arrivées, servir en chambre, faire les réveils, les commandes de boulangerie, la surveillance générale de tout l'immeuble, plus les annexes, parc, garage, etc... entretenir la chaudière le matin, faire les factures et encaisser jusqu'à 8 heures) bref, seul responsable pour tout, devait encore en plus faire le nettoyage du hall, du salon, des deux bureaux et de la salle à manger du directeur, ainsi que l'entretien. Il touchait un prix mensuel garanti net, de 16.777 francs (logement, nourriture (?) et sécurité sociale déduits). Il a reçu en fin de saison comme pourcentage (masse), pour 4 mois 1/2

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant, 19, rue du Croissant, Paris-2^e.

SERVICE DE LIBRAIRIE

COMMANDES A R. JOULIN
145, quai de Valmy, Paris (10^e)
C.C.P. 5561-76

Le service de librairie vient de publier un CATALOGUE contenant l'essentiel des ouvrages que nous avons en vente. Le réclamer : 145, quai de Valmy (franco contre 15 francs en timbres).

NOUVELLES CONDITIONS DE VENTE (à rectifier sur catalogue).

FRAIS DE PORT : augmentez le montant de la commande de 20 % jusqu'à 200 fr.; 15 % de 200 à 500 francs; 10 % de 500 à 1.000 francs. AU-DESSUS, ENVOI FRANCO.

* A VENDRE

L'Homme et la Terre (6 volumes), E. Reclus. Les Ancêtres, Histoire Ancienne et Moderne. Prix : 16.000 FRANCS, plus le port.

Voici un choix d'ouvrages sociologiques récents pour la plupart. Vente sur commande seulement, sauf pour les livres marqués d'un Astérisque.

ŒUVRES SOCIOLOGIQUES

Le manifeste du Communisme Li-bertaire G. Fontenis 60
Justice pour les Malgaches* P. Stibbe 390
Au Service des colonisés* D. Guérin 750
Fascisme et grand capital* T. I 500
Ou va le peuple américain* T. II 600
Grève chez General Motors* H. Kraus 600
La Révolution sociale, économique et politique de 1800 à 1850 A. Dominique 660
Le Mouvement ouvrier français J. Hours 300
Mouvements ouvriers et socialistes : L'Italie (des origines à nos jours) A. Léonetti 570

L'Espagne (de 1750 à 1936) R. Lambert 645
Mémoires d'un Révolutionnaire* V. Serge 600
De l'introduction du marxisme en France* A. Zévaès 180
Les Illusions du progrès* G. Sorel 300
L'Allemagne contemporaine* E. Vermeil 785
Histoire de la Révolution russe* Trotsky T. I 750
T. II 1.020
La Révolution trahie* Lissagaray 600
Histoire de la Commune* A. Olivet 300
Histoire de la Commune de Mar-seille* W. Reich 750
La Fonction de l'orgasme* K. Horney 585
La personnalité névrotique de notre temps* L. Lautat 500
L'Accumulation du capital de R. Luxembourg

COLLECTION SPARTACUS

La Commune de Kronstadt, par Ida Mett : 100 ; La Commune de Berlin, par Prudhommeaux : 150 ; La Commune de Varsovie, par Zaramba : 40 ; 16 fusillés de Moscou, par V. Serge : 50 ; Le Nouvel Impérialisme russe, par V. Serge : 40 ; Le testament de Lénine : 25 ; La tragédie des écrivains soviétiques : 25 ; La Commune et les communistes, par Dommanget : 25 ; Le nommé L. Aragon ou le patriote professionnel, par Malaquais : 25 ; Révolution et drapeau rouge en 1848, par Dommanget : 100 ; Critique des programmes d'Erfurt et de Getha, par Marx-Engels : 100 ; Partir de l'homme, par Duvigier-Macdonald : 150 ; Vie et Mort des Corporations, par Jean-Jacques : 125 ; La vie héroïque de R. Luxembourg, par B. Fouchère : 40 ; La Révolution russe (40) ; Marxisme contre dictature (40) ; Réforme ou Révolution (100) ; Grève générale, Parti ou syndicat (100) ; par Rosa Luxembourg ; L'Ere de l'Impérialisme, par Louzon : 110.

REVUES

Théâtre populaire (juillet-août et précédents), 150 fr. le numéro.